

## Quel mal affecte donc l'école québécoise ?

Jules Bélanger

De quel mal souffre l'école québécoise ? On le cherche sans cesse. Les ministres successifs de l'Éducation, des pédagogues avertis, des spécialistes en maints autres domaines connexes cherchent toujours.

Mais il y a une cause fondamentale du mal de l'école dont on parle si peu. Cette cause, c'est le trop petit pourcentage des meilleurs finissants et finissantes de nos cégeps qui optent pour la profession de l'enseignement au primaire et au secondaire.

Et quel est ce pourcentage ? Les statisticiens du Ministère le connaissent, mais ce que nous savons, c'est qu'il est lamentablement bas, qu'il s'approche honteusement du zéro. Ce que nous savons aussi, c'est que les meilleurs de nos élèves de cégep choisissent des carrières assurant un certain prestige social, dont les exigences d'admission aux universités et la hauteur des revenus escomptés sont des composantes. Et ce choix se comprend très bien. Il est humain. Il est normal.

Notre société le veut ainsi. Avec raison, elle exige, par exemple, pour la qualité de nos soins de santé et la solidité de nos ponts, le recours aux plus talentueux de nos finissants et finissantes de cégep. Quand donc en fera-t-elle autant pour la profession de ceux et celles à qui nous confions la formation de nos enfants, le Québec de demain ?

En 2008, aux examens du ministère de l'Éducation, 50 % des élèves de cinquième secondaire échouent au volet orthographe, 50 % font environ 50 fautes dans un texte de 500 mots (environ une aux 10 mots), et ce, même s'ils ont droit au dictionnaire et à la grammaire. De fait, de 1990 à 2015, la note au volet orthographe a oscillé entre 48 et 52 %, donc aucun progrès malgré des critères de correction assez laxistes. On pourrait dire la même chose pour l'épreuve unique de français au collégial.

Depuis l'automne 2008, la réussite du **Test de certification en français écrit pour l'enseignement (TECFÉE)** est une condition de poursuite des études dans tous les programmes de formation à l'enseignement des universités québécoises francophones. Or, pour l'item orthographe, la moyenne de réussite nationale de ce test oscille entre 58 et 62 %. En 2009, à l'Université du Québec à Rimouski (UQAR), le taux de réussite après la première tentative est de 25 %. Une catastrophe !

Depuis ce temps, l'évolution des résultats au TECFÉE n'offre rien de particulièrement encourageant. Le 1<sup>er</sup> novembre 2018, on peut lire dans Le

Journal de Québec, sous la plume de Daphnée Dion-Viens : *Jusqu'à trois étudiants sur quatre échouent à l'examen de français obligatoire pour les futurs profs, certains ayant dû le passer 11 fois avant de le réussir.* Et pourtant, on l'a allégé.

**Debout pour l'école !**, un collectif citoyen de plus de mille-deux-cents membres, rassemblés autour d'une conviction commune : il faut améliorer le système d'éducation québécois, affirme :

*Pour que l'institution scolaire assume mieux sa responsabilité de développer les capacités langagières orales et écrites des élèves, il faut une meilleure préparation d'abord du corps enseignant du préscolaire, du primaire et du secondaire, mais aussi de tous les autres intervenant.e.s scolaires, ce qui implique une révision des exigences et des contenus de la formation initiale, d'une part et, de l'autre, l'offre d'activités de formations continues de qualité à ce sujet.*

*... Depuis 2008, les résultats à la première passation au TECFEE montrent qu'une majorité de celles et ceux qui se destinent à l'enseignement n'a pas acquis une compétence suffisante en français écrit.*

(site web : <https://deboutpourlecole.org/chantiers/chantier-/2>)

L'évidence s'impose. Il faut absolument que notre société valorise la profession d'enseignant. Et il sera long, ce nécessaire changement de mentalité. Il faut s'y mettre d'urgence, car le problème risque fort de s'envenimer en raison de l'actuelle pénurie d'enseignants de plus en plus inquiétante.

Insister ainsi sur ce fait désolant peut être désagréable à entendre, mais continuer de le passer sous silence serait grand dommage pour l'avenir de notre société. Il faut, avec courage, comme dans la fable de La Fontaine, attacher le grelot. C'est là une responsabilité d'abord de notre ministère de l'Éducation.

**Jules Bélanger**, professeur retraité du cégep de Gaspé,  
Gaspé, décembre 2019